



La communauté internationale est la bienvenue au Cameroun pour aider à régler la crise meurtrière qui secoue les régions anglophones du pays, a affirmé l'opposant Maurice Kamto mercredi devant une foule de plusieurs centaines de personnes à Douala.

"Si les partenaires du Cameroun sont prêts à venir nous aider à régler la crise, alors je leur dis bienvenue", a-t-il lancé lors de sa première intervention en public depuis les législatives de début février. Après le meurtre de 23 personnes mi-février dans les régions anglophones du Cameroun, attribué notamment à des militaires par plusieurs ONG, le président français Emmanuel Macron avait promis de "mettre la pression" à Yaoundé, des propos qui avaient choqué au Cameroun, y compris dans une partie de l'opposition.

La présidence de Paul Biya avait alors rétorqué que "le président est comptable de son action devant le seul peuple camerounais souverain, et non devant un dirigeant étranger". "Si les autres s'intéressent à ça, c'est parce que nous n'avons pas été en mesure de régler ça entre nous", a lancé M. Kamto mercredi.

Son parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) avait appelé à boycotter les législatives en raison du conflit entre indépendantistes et l'armée, qui a fait plus de 3.000 morts et poussé plus de 700.000 personnes à quitter leurs domiciles dans les régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. M. Kamto s'est félicité du taux de participation très bas, estimant

que le "mot d'ordre de boycott" avait été suivi à 77%". Le taux des participation et l'ensemble des résultats n'ont pas encore été publiés.

Le candidat malheureux à la présidentielle de 2018 face au président Paul Biya, qui avait passé près de 9 mois en prison en 2019, n'a en revanche pas directement réagi aux propos d'Emmanuel Macron. Le président français avait affirmé samedi qu'il allait mettre "la pression" sur son homologue camerounais pour mettre un terme aux violences, et a à cette occasion assuré que M. Kamto avait été libéré après son intervention.

Officiellement, la présidence camerounaise s'est contenté lundi soir de "rejeter" les "propos surprenants" d'Emmanuel Macron dans un communiqué. Des manifestations pacifiques, auxquelles ont participé des élus locaux et des associations proches du parti présidentiel, ont eu lieu devant l'ambassade de France à Yaoundé lundi et mardi, ainsi que, dans une moindre mesure, dans d'autres villes du pays. "Nous n'avons pas besoin d'un libérateur de dernière minute. Il est mal indiqué d'aller cogner à la porte de l'ancien colon pour solliciter son soutien", a affirmé à l'AFP Joshua Osih, candidat malheureux à la présidentielle de 2018 pour le Social Democratic Front (SDF), parti fortement ancré dans les régions anglophones.

Même dans des journaux d'ordinaire plutôt critiques avec le gouvernement camerounais, comme le quotidien Mutations, la "condescendance inédite" du président français fait la une, tandis que le journal Repères, plus proche du pouvoir, titre "Macron, l'immature". Alors que les autres partis faisaient campagne début février, M. Kamto avait visité plusieurs pays, dont la France, le Canada et les Etats-Unis, où il affirme avoir plaidé pour un règlement pacifique du conflit qui oppose les indépendantistes anglophones et l'armée. "Il faut retirer l'armée" des régions anglophones, a-t-il demandé mercredi, exigeant également l'organisation d'un dialogue avec des dirigeants indépendantistes, dont Julius Ayuk Tabe, condamné à la prison à vie en août.

AFP